



Comptes semestriels

au 30 juin 2010



Rapport d'activité semestriel

Chiffres clés

Compte de résultat	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
En milliers d'euros	6 mois	6 mois	12 mois
Chiffre d'affaires	11 049	11 020	21 404
Résultat opérationnel courant	1 267	1 080	1 760
Résultat opérationnel	1 091	832	2 407
Résultat net Part du Groupe	753	495	1 617
Bilan			
En milliers d'euros	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Capitaux Propres	17 989	16 627	17 891
Actif courant	17 310	18 561	18 169
Passif courant	10 998	14 283	11 944
Total Bilan	30 364	32 398	31 250

Chiffre d'affaires et résultat consolidés

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 11 049 K€ contre 11 020 K€ pour le 1^{er} semestre 2009 (retraité sur la base du périmètre au 30/06/10 compte tenu des cessions intervenues au cours du 2^{ème} semestre 2009).

Par nature de vente, le chiffre d'affaires se répartit de la façon suivante :

En milliers d'euros	1 ^{er} semestre		1 ^{er} semestre		Croissance En %
	2010	%	2009	%	
Licences	2 773	25 %	2 723	25 %	2 %
Maintenance	3 408	31 %	3 508	32 %	-3 %
Professional Services	4 868	44 %	4 789	43 %	2 %
Total	11 049	100%	11 020	100%	Ns

Au titre du 1^{er} semestre 2010, le chiffre d'affaires est globalement stable au regard de la période de 2009 à périmètre comparable.

Le chiffre d'affaires licences de Coheris est en légère croissance de 2 % par rapport au 1^{er} semestre 2009. Le positionnement de son offre tant auprès de nouveaux clients significatifs en France et à l'international que de sa base installée notamment sur ses clients stratégiques permet d'expliquer ce niveau d'activité.

Le chiffre d'affaires maintenance est en repli de 3 % en raison principalement de la constatation d'avoirs importants sur des facturations de maintenances sur des clients stratégiques.

Les Professional Services progressent légèrement de 2 % grâce notamment à un meilleur taux d'occupation des équipes d'intégration.

Le résultat opérationnel courant ressort à 1 267 K€ contre 1 080 K€ (périmètre retraité et comparable) soit une croissance significative de 17 %. Cette performance est due à la fois au recentrage de l'activité sur le métier d'éditeur de logiciel mais également à une politique volontariste de maîtrise des coûts.

Le résultat opérationnel consolidé s'établit à 1 091 K€ contre 832 K€ en 2009 soit une croissance de 31 %.

Le coût de l'endettement financier net de - 34 K€ contre - 59 K€ au titre de la même période 2009.

Le résultat net consolidé ressort ainsi à 753 K€ contre 495 K€ en 2009.

L'effectif du groupe au 30 juin 2010 est de 203 collaborateurs contre 326 au 30 juin 2009 (avant cessions).

Investissements

Les investissements de la période se sont élevés à 1 552 K€ dont 1 487 K€ ont été investis en développement sur les logiciels de Coheris dans les domaines du CRM, de la Business Intelligence et du Datamining (contre 1 781 K€ au premier semestre 2009 dont 1 637 K€ en développement logiciels).

Perspectives de fin d'année

La stratégie de recentrage de Coheris permet de valider la pertinence du business modèle y compris, dans un contexte marqué par la prudence liée à l'incertitude qui règne sur l'économie.

L'excellente dynamique dans les affaires réalisées avec les principaux partenaires du Groupe ainsi que les nouvelles sorties de version majeures des produits du Groupe en 2010 (Coheris CRM V5, Coheris Trade V4, Coheris Harry V8.5, ...) associées à une politique volontariste de maîtrise de ses coûts permettent d'envisager une rentabilité conforme aux principaux comparables sur le métier d'éditeur de logiciels.

La conjoncture restant peu favorable à une restructuration du capital, Coheris privilégie les opérations de croissance externe, et étudiera avec attention toutes les opportunités qui pourront se présenter.

Les principaux facteurs de risques auxquels le Groupe est confronté sont détaillés dans la section 4. "Facteurs de risques " du document de référence 2009 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 8 juin 2010. Ces risques n'ont pas évolué de façon significative au cours de la période.

Bilan consolidé

ACTIF (en milliers d'euros)	30/06/2010	30/06/2009 ⁽¹⁾	31/12/2009
Écarts d'acquisitions	8 106	8 106	8 106
Immobilisations incorporelles	3 950	4 363	3 584
Immobilisations corporelles	387	474	475
Actifs financiers	401	627	642
Actifs d'impôts différés	212	267	274
ACTIF NON COURANT	13 054	13 837	13 081
Stocks et en-cours	35	83	41
Clients et comptes rattachés	8 998	10 614	10 633
Autres créances et comptes de régularisation	1 278	1 963	2 007
Disponibilités	6 997	5 901	5 488
ACTIF COURANT	17 310	18 561	18 169
TOTAL DE L'ACTIF	30 364	32 398	31 250
PASSIF (en milliers d'euros)	30/06/2010	30/06/2009 ⁽¹⁾	31/12/2009
Capital	2 245	2 245	2 245
Réserves liées au capital	696	718	696
Titres auto détenus	-558	-622	- 459
Réserves et résultats consolidés	15 661	14 357	15 473
Écarts de conversions	-55	-71	- 64
Capitaux propres - part du groupe	17 989	16 627	17 891
Intérêts minoritaires			
CAPITAUX PROPRES	17 989	16 627	17 891
Passifs financiers (> 1an)	98	95	74
Passif d'impôts différés	933	1 126	933
Provisions pour risques et charges	345	268	408
Autres passifs non courants			
PASSIF NON COURANT	1 376	1 489	1 415
Passifs financiers (< 1an)	335	458	514
Fournisseurs et comptes rattachés	1 499	2 148	1 880
Autres dettes et comptes de régularisation	9 164	11 677	9 550
PASSIF COURANT	10 998	14 283	11 944
TOTAL DU PASSIF	30 364	32 398	31 250

(1) Voir §6.1.2.3 Impact changement de méthodes comptables.

Compte de résultat consolidé

Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	30/06/2010	30/06/2009		31/12/2009
		Proforma ^{(1) (2)}	30/06/2009	
Chiffre d'affaires	11 049	11 020	15 140	21 404
Autres produits de l'activité	1 866	1 800	1 800	3 724
Achats et services extérieurs	-2 036	-2 256	-2 929	- 4 432
Charges de personnel	-7 613	-7 177	-10 794	- 13 999
Impôts et taxes	-441	-465	-477	- 831
Dotations aux amortissements	-1 215	-1 514	-1 752	- 3 266
Dotations aux provisions	-75	-176	-214	- 436
Autres produits et charges d'exploitation	- 268	- 152	- 152	- 404
Résultat opérationnel courant	1 267	1 080	622	1 760
Résultat des activités cédées		-248		647
Autres produits et charges opérationnels	-176			
Résultat Opérationnel	1 091	832	622	2 407
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	5	17	17	29
Coût de l'endettement financier brut	-38	-75	-75	- 25
Autres produits et charges financiers	-1	-1	-1	- 69
Coût de l'endettement financier net	-34	-59	-59	- 65
Charges d'impôt	-304	-278	-278	- 725
Résultat Net	753	495	285	1 617
Part du groupe	753	495	285	1 617
Intérêts minoritaires				
Nombre d'actions retenues pour le calcul	5 613 075	5 613 075	5 613 075	5 613 075
RNPG par action	0,13	0,09	0,05	0,31
Nombre d'actions diluées retenues pour le calcul	5 613 075	5 613 075	5 613 075	5 613 075
RNPG dilué par action	0,13	0,09	0,05	0,31

(1) Voir §VII.1.2.3 Impact changement de méthodes comptables.

(2) Voir §VII.2.7 Résultat des activités cédées

Tableau consolidé de flux de trésorerie

Tableau consolidé de flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	30/06/2010	30/06/2009 ⁽²⁾	31/12/2009
Résultat net consolidé	753	495	1 617
Dotations nettes aux amortissements et provisions	1 092	1 643	3 301
Charges et produits liés aux stocks-options			
Autres produits et charges calculés			
Plus et moins values de cession	101	-11	- 1 322
CAF après coût de l'endettement financier net et impôt	1 946	2 127	3 596
Coût de l'endettement financier net			
Charge d'impôt (y compris les impôts différés)	304	278	725
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	2 250	2 405	4 321
Impôt versé (B)	-242	-191	- 840
Variation du BFR lié à l'activité (C)	1 489	5 158	3 911
Flux de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)	3 497	7 372	7 392
Décaissements liés aux acquisitions d'immo. Corp. et incorp.	-1 552	-1 751	-3 086
Encaissements liés aux cessions d'immo. Corp. et incorp.	1		991
Décaissements liés aux acquisitions d'immo. Financières	-18	-144	- 153
Encaissements liés aux cessions d'immo. Financières	251	3	4
Incidence de variation de périmètre			- 10
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements (E)	-1 318	-1 892	- 2 254
Sommes reçues lors de l'exercice des stocks options			
Rachats et reventes d'actions propres ⁽¹⁾	-99	-84	79
Augmentation de capital			
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice			
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	- 542	- 439	- 439
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées			
Encaissements liés aux nouveaux emprunts			
Remboursement d'emprunts	- 29	- 1380	- 1 417
Intérêts financiers nets versés			
Flux nets de trésorerie lié aux opérations de financement (F)	-670	-1 903	- 1 777
Variation de trésorerie nette (D+E+F)	1 509	3 577	3 361
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	5 488	2 123	2 127
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	6 997	5 700	5 488

(1) Solde des achats d'actions propres et des transferts pour règlement d'earn-out.

(2) Voir §6.1.2.3 Impact changement de méthodes comptables

Tableau consolidé de variation des capitaux propres

Tableau consolidé de variation des capitaux propres

Ils évoluent comme suit par rapport au 31 décembre 2008 et 2009 et 30 juin 2009 et 2010 :

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et résultat consolidés	Écart de conversion	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Au 31 décembre 2008	2 245	7 656	-538	7 358	-87	16 634		16 634
Gains nets sur actifs financiers								
Écart de conversion					16	16		16
Total des produits et charges de l'exercice directement reconnus en capitaux propres					16	16		16
Opération sur titres auto détenus			-84			-84		-84
Paiements fondés sur des actions								
Affectation du résultat		-6 938		6 938		-		-
Versement du dividende				-439		-439		-439
Autres variations				5		5		5
Résultat 1 ^{er} semestre 2009				495		495		495
Total des opérations revenant aux actionnaires		-6 938	-84	6 999		-23		-23
Au 30 juin 2009	2 245	718	-622	14 357	-71	16 627		16 627
Gains nets sur actifs financiers								
Écart de conversion					7	7		7
Total des produits et charges de l'exercice directement reconnus en capitaux propres					7	7		7
Opération sur titres auto détenus			163			163		163
Paiements fondés sur des actions		- 22				- 22		- 22
Versement du dividende								
Affectation du résultat								
Autres variations				- 6		- 6		- 6
Résultat 2 ^{ème} semestre 2009				1 122		1 122		1 122
Total des opérations revenant aux actionnaires		- 22	163	1 116		1 257		1 257
Au 31 décembre 2009	2 245	696	- 459	15 473	- 64	17 891		17 891
Gains nets sur actifs financiers								
Écart de conversion					9	9		9
Total des produits et charges de l'exercice directement reconnus en capitaux propres					9	9		9
Opération sur titres auto détenus			-99			-99		-99
Paiements fondés sur des actions								
Affectation du résultat								
Versement du dividende				-542		-542		-542
Autres variations				-23		-23		-23
Résultat 1 ^{er} semestre 2010				753		753		753
Total des opérations revenant aux actionnaires			-99	188		89		89
Au 30 juin 2010	2 245	696	-558	15 661	-55	17 989		17 989

Notes aux comptes consolidés

Les notes sont regroupées sous les titres suivants:

6.1	Principes et méthodes comptables utilisés	14
6.1.1	Périmètre de consolidation	14
6.1.2	Méthodes d'évaluation	14
6.1.2.1	Règles et méthodes comptables	14
6.1.2.2	Impacts des changements de méthodes comptables	16
6.2	Explication des postes des éléments financiers	16
6.2.1	Écarts d'acquisition	16
6.2.2	Immobilisations incorporelles	16
6.2.3	Créances d'exploitation	16
6.2.4	Etat des produits et charges comptabilisés	16
6.2.5	Provisions risques et charges	17
6.2.6	Emprunts et dettes financières	17
6.2.7	Résultat des activités cédées	17
6.2.8	Autres produits et charges opérationnels	17
6.2.9	Effectif	17
6.2.10	Impôt sur les sociétés	17
6.2.11	Transactions avec les parties liées	17
6.2.12	Engagements hors bilan	18
6.3	Attestation du responsable du rapport semestriel d'activité	18

Les informations sont exprimées en milliers d'euros sauf pour le résultat par action.

6.1 - Principes et méthodes comptables utilisés

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Coheris pour la période se terminant le 30 juin 2010 comprennent la société et ses filiales et sont établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Coheris n'a pas anticipé de norme, amendement et interprétation dont la date d'application obligatoire est postérieure au 1^{er} janvier 2010.

Conformément à la norme IAS 1 révisée, le résultat net global est présenté dans deux états séparés : le compte de résultat et l'état des produits et charges comptabilisés en note 6.2.4 (incluant les gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres).

Par ailleurs, il y a lieu de préciser que les normes, amendements et interprétations, non encore validées par l'Union Européenne sont sans incidences sur les comptes du groupe Coheris. Les états financiers intermédiaires ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 16 septembre 2010.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2009.

La présentation d'états financiers consolidés intermédiaires, nécessite le recours à des analyses fondées sur des évaluations et des hypothèses qui ont une incidence sur les produits, les charges, actifs, passifs du groupe. Ces évaluations sont basées sur les expériences acquises par le groupe, et d'autres facteurs jugés raisonnables selon les circonstances actuelles. Les résultats réels pourront différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses concernent principalement la reconnaissance du chiffre d'affaires, les impôts différés actifs, les tests de valeurs sur les actifs, et les provisions.

Il convient de noter que la société ne procède pas à l'estimation chiffrée du crédit d'impôt recherche lors de l'arrêté semestriel, par conséquent aucun crédit d'impôt recherche n'est comptabilisé dans les états financiers intermédiaires au titre des premiers semestres 2009 et 2010.

6.1.1 - Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est le suivant :

Société	%		Méthode	D a t e d'entrée
	contrôle	intérêt		
Coheris SA	Mère	Mère		
Coheris GmbH	100 %	100 %	I.G.	01/04/2000
Coheris Benelux	100 %	100 %	I.G.	20/07/2000
Coheris Suisse	100 %	100 %	I.G.	01/10/2000
DataXpresso	100 %	100 %	I.G.	01/03/2007

Au 1^{er} janvier 2010, Coheris a simplifié son organigramme juridique par la mise en œuvre de « transmissions universelles de patrimoine » de ses principales filiales françaises détenues à 100 %.

Ainsi, à cette date, Coheris SA intègre en totalité les activités de :

- Coheris FDV
- Coheris Harry
- Coheris Rhône Alpes.

Plus qu'une formalité juridique, cette opération est la concrétisation du recentrage du Groupe sur le seul métier d'Editeur de Logiciels.

6.1.2 - Méthodes d'évaluation

6.1.2.1 - Règles et méthodes comptables

Écarts d'acquisition

Les écarts de première consolidation constatés à l'occasion d'une prise de participation, définis comme la différence entre le coût d'acquisition (frais compris) des titres et la quote-part acquise dans la situation nette retraitée de la société consolidée estimée à la date d'acquisition, sont affectés aux postes appropriés du bilan consolidé.

Les écarts d'acquisition positifs résiduels sont portés à l'actif du bilan sous la rubrique « Écarts d'acquisition ».

Lors de chaque arrêté, les indices d'éventuelles pertes de valeur des actifs concernés sont examinés. Si des changements significatifs défavorables apparaissent et au minimum une fois par an, un test de valorisation est effectué et un amortissement exceptionnel est comptabilisé en cas de perte de valeur.

Les tests de valorisation sont mis en œuvre au 31 décembre de chaque année selon la méthode de l'actualisation des cash flows futurs (DCF) dont les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- élaboration d'un Business Plan à 5 ans
- taux de croissance à l'infini à 2% au-delà
- taux d'actualisation indexé sur le taux sans risque OAT à 10 ans, la prime de risque du secteur et le Bêta de la société

Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement:

- les frais de recherche et développement :
 - ils sont évalués au coût de production sur la base des temps passés par les développeurs à l'exclusion du temps de supervision. Les heures produites sont valorisées à partir des salaires, augmentés des charges sociales par application d'un coefficient de charges,
 - l'économie d'impôt liée au Crédit Impôt Recherche, découlant de la partie éligible des frais de recherche et développement, est incluse dans la valorisation des actifs ainsi constatés (ce traitement du CIR a été appliqué pour la première fois au 31/12/09 ; pour une explication des impacts sur la présentation des Etats Financiers voir §VII.1.2.3),
 - ils sont amortis sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.

- des licences intégrées dans les logiciels produits :
 - sont évaluées au coût d'acquisition,
 - sont amorties sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.

Immobilisations corporelles

Il s'agit des matériels informatiques et téléphoniques utilisés par la société ainsi que du mobilier et du matériel de bureaux comptabilisés à leur coût historique et ne font l'objet d'aucune réévaluation.

Les durées et les modes d'amortissement sont les suivants :

- Logiciels 3 ans linéaires
- Installations 5 ans linéaires
- Matériel de bureau et informatique 3 ans linéaires
- Mobilier de bureau 2 à 7 ans linéaires

Immobilisations financières

Elles figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire de la participation, susceptible d'être déterminée d'après plusieurs critères (capitaux propres, plus values latentes, rentabilité, perspectives,...) est inférieure à la valeur comptable.

Créances clients

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque des risques prévisibles de non recouvrement apparaissent.

Chiffre d'affaires et produits constatés d'avance

Les prestations faisant l'objet d'un contrat au forfait sont enregistrées selon la méthode à l'avancement. L'avancement est mesuré au prorata des coûts dépensés rapportés aux coûts à terminaison des contrats ; en conséquence, lorsque l'avancement est supérieur au montant des factures émises, une facture à établir est comptabilisée ; a contrario, lorsque les factures émises sont d'un montant supérieur au stade d'avancement, un produit constaté d'avance est enregistré.

L'activité faisant généralement l'objet de contrats distincts de licence et de maintenance d'une part et de services associés d'autre part, les droits d'utilisation (licences revendues ou licences de produits Coheris) sont comptabilisées dès leur livraison.

Dans le cas où les services associés sont considérés comme essentiels au fonctionnement du progiciel, le projet est considéré dans son ensemble et est comptabilisé suivant la méthode à l'avancement.

Information sectorielle

La norme IFRS 8 relative à l'information sectorielle impose d'analyser la performance de l'entreprise en fonction de secteurs opérationnels. Compte tenu de la nature de ses produits, des procédés de fabrication et de la typologie de ses clients, l'activité d'Editeur de Logiciels présente un caractère très intégré. De ce fait, Coheris est mono secteur.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur valeur de marché en fin de période.

Provisions pour risques et charges

Les risques et charges identifiés à la clôture de l'exercice, mais dont la réalisation est incertaine font l'objet de provisions ; il s'agit plus particulièrement :

- des litiges,
- des pertes et pénalités probables sur les contrats en cours,
- des indemnités de fin de carrière. Elles sont calculées selon la méthode de répartition des droits au prorata de l'ancienneté.

Les principales hypothèses qui ont été retenues pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

- calcul des droits selon la convention collective Syntec,
- versement d'une indemnité de licenciement à l'occasion du départ,
- taux de sortie variable selon l'âge,
- taux d'augmentation annuel moyen des salaires : 5% jusqu'à 40 ans, 2% au delà.

Paiement en actions

Les options attribuées à compter du 7 novembre 2002 et dont la date d'exercice est postérieure au 1^{er} janvier 2005 ont été prises en compte soit le plan VI du 5 août 2004 et le plan VII du 4 mai 2006.

Les bénéficiaires des options peuvent exercer leurs droits 4 ans après la date d'attribution et ce, pendant un délai de 3 ans, soit entre la 5^{ème} et la 7^{ème} année suivant l'attribution.

La détermination de la juste valeur de ces options à la date d'attribution a été effectuée en appliquant un modèle de type Black & Scholes. Cette valeur est intangible pour la durée du plan.

La valeur des options, considérée comme coût des services rendus par le personnel en contrepartie des options reçues, est comptabilisée linéairement sur la période d'acquisition des droits, soit à raison d'un 1/4 par an prorata temporis la première année.

Impôts

Les impôts différés résultent des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs au bilan consolidé et des déficits fiscaux dont la recouvrabilité est probable. Ils sont calculés selon la méthode du report variable en appliquant les derniers taux d'impôts votés à la date de la clôture.

Calcul du résultat par action

Le résultat net consolidé par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant la période.

Le résultat net consolidé par action après dilution est calculé comme décrit ci dessus, y compris le nombre moyen pondéré d'actions qui résulterait de la levée des options existantes. Ce calcul est effectué selon la méthode du rachat d'actions.

Conversion des comptes des sociétés étrangères

Les comptes des sociétés étrangères ont été convertis pour le bilan au cours de clôture et pour le compte de résultat au cours moyen de la période.

6.1.2.2 - Impacts des changements de méthodes comptables

Conformément à IAS 20 et un avis de la CNCC du 1^{er} décembre 2008, le Crédit Impôt Recherche a été traité comme une subvention à compter de l'exercice 2009.

Cette application entraîne un changement de méthode comptable impliquant le retraitement des Etats Financiers présentés dans le rapport semestriel du 30 juin 2009 (IAS 8).

Les impacts de ce changement de méthode comptable sur les Etats Financiers du 30 juin 2009 publiés et les données du 30 juin 2009 reprises dans le rapport semestriel 2010 en comparatifs sont les suivants :

	30/06/09 Publié	Impact changement de méthode sur capitaux propres	Impact changement de méthode sur résultat	30/06/09 corrigé
COMPTE DE BILAN				
Immobilisations incorporelles (valeur brute)	19 450	-1 259		18 191
Amortissements immobilisations incorporelles	-14 520	482	210	-13 828
Immobilisations incorporelles (valeur nette)	4 930	-777	210	4 363
Réserves et résultat consolidé	14 924	-777	210	14 357
Capitaux propres	17 194	-777	210	1 6 627
COMPTE DE RESULTAT				
Dotations aux amortissements	-1 752		210	-1 542
Résultat opérationnel courant	622		210	832
Résultat opérationnel	622		210	832
Résultat net	285		210	495
TABLEAU CONSOLIDE DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES				
Capitaux propres au 1/01/09	17 411	-777		16 634
Résultat exercice au 30/06/09	285		210	495
Capitaux propres au 30/06/09	17 194	-777	210	16 627

	30/06/09 Publié	Impact changement de méthode	30/06/09 corrigé
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE			
Résultat	285	210	495
Dotations nettes aux amortissements et provisions	1 853	-210	1 643
CAF après coût de l'endettement financier net et impôt	2 127	0	2 127

6.2 - Explication des postes des éléments financiers

6.2.1 - Écarts d'acquisition

Le montant net total des écarts d'acquisition ne varie pas comparativement au 31 décembre 2009 et ressort donc à 8 106 K€.

Aucun indice de perte de valeur n'a été détecté au 30 juin 2010.

6.2.2 - Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles nettes passent de 3 584 K€ au 31 décembre 2009 à 3 950 K€ au 30 juin 2010.

Les investissements en recherche et développement ont été de 1 487 K€ et les amortissements correspondants de 1 111 K€.

6.2.3 - Créances d'exploitation

Elles sont présentées nettes de provision.

Les provisions clients comptabilisées au 30 juin s'élèvent à 598 K€ de provisions sur les clients.

Les créances clients brutes s'élèvent à 9 596 K€.

6.2.4 - Etat des produits et charges comptabilisés

1 ^{er} semestre 2009	Groupe Minori- taires	Total
Résultat net consolidé	495	495
Écarts de conversion	16	16
Autres		
Produits et charges reconnus directement dans les capitaux propres	16	16
Total des produits et charges de la période	511	511

1 ^{er} semestre 2010	Groupe Minori- taires	Total
Résultat net consolidé	753	753
Écarts de conversion	9	9
Autres		
Produits et charges reconnus directement dans les capitaux propres	9	9
Total des produits et charges de la période	762	762

6.2.5 - Provisions risques et charges

Elles évoluent comme suit par rapport au 31 décembre 2009.

(en milliers d'euros)	31/12/2009	Dotation	Reprise	30/06/2010
Provisions pour risques et charges	408	110	173	345

Elles comprennent principalement la provision pour indemnités de fin de carrière pour 209 K€. Les autres provisions se rapportent à divers litiges en cours.

Un litige opposant la société à un ancien dirigeant de filiale n'a pas fait l'objet de provision compte tenu de l'appréciation du risque par la société.

A la connaissance de la société, les litiges connus ne nécessitent pas de provisionnement supplémentaire dans les comptes au 30/06/10.

6.2.6 - Emprunts et dettes financières

En K€	Total	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	148	50	98	0
Emprunts et dettes financières divers	285	285		
Total	433	335	98	0
(1) dont emprunts liés au crédit bail	46	46		

Les emprunts et dettes financières divers sont constitués principalement des comptes de participation des salariés.

6.2.7 - Résultat des activités cédées

Au cours du 2^{ème} semestre 2009, Coheris a réalisé son recentrage sur son activité « Edition de Logiciel » en cédant :

- l'intégralité de ses activités « Global Services » de Paris et Lyon (services aux entreprises en mode SSII),
- son activité « support nomade » consistant en l'assistance et au dépannage technique hardware de forces de ventes,
- la société Coheris Infocat, filiale anglaise acquise en 2002, dont l'activité résidait essentiellement dans la vente et le déploiement de logiciels de gestion de grands éditeurs dans les secteurs bancaires et financiers en Angleterre. Cette société n'était plus le relais efficace de l'activité du Groupe sur le territoire anglais et ne s'inscrivait donc plus dans le plan stratégique de Coheris

Le tableau ci-dessous présente le détail de l'impact des activités cédées au cours de 2009 au résultat présenté dans le rapport semestriel publié au titre du 30/06/09 :

Rubrique "Résultat des activités cédées"	
Contribution au résultat de la période ⁽¹⁾	-248
Résultat des activités cédées	-248

(1) y compris quote-part de frais de personnel groupe

Au niveau du tableau de flux de trésorerie, s'agissant principalement de la cession de fonds de commerce, l'ensemble des actifs et passifs nés antérieurement à la cession ont été conservés par Coheris.

De ce fait, l'impact des cessions sur les flux de trésorerie liés à l'activité est non significatif.

6.2.8 - Autres produits et charges opérationnels

La ligne « autres produits et charges opérationnels » correspond aux coûts liés des litiges dont l'antériorité est d'au moins 2 exercices pour :

- Une condamnation par la Cour d'Appel de Versailles dans un litige prud'homal et ce, malgré une décision favorable pour Coheris en première instance. Ce litige n'avait de ce fait jamais donné lieu à provisionnement au cours des exercices antérieurs,
- Une provision correspondant au risque estimé sur un litige client de 2007.

6.2.9 - Effectif

L'effectif du groupe au 30 juin 2010 est de 203 collaborateurs contre 326 au 30 juin 2009 (avant cessions).

6.2.10 - Impôt sur les sociétés

Il se décompose comme suit en K€ :

Impôt dû	242
Impôt différé	62
Total	304

L'écart entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt effective s'explique comme suit (en K€) :

Résultat consolidé avant impôt et dépréciation des écarts d'acquisition	1 057
Charge d'impôt théorique (taux d'impôt de Coheris : 33,33 %)	352
Impact amortissement du CIR non fiscalisé	-95
Différences permanentes	14
Impôt de distribution	7
Divers	26
Charge d'impôt effective	304

6.2.11 - Transactions avec les parties liées

Au titre du premier semestre 2010, les rémunérations du comité de direction se sont élevées à 212 K€ dont 6 K€ d'avantages en nature.

Au cours du premier semestre 2010, la composition du comité de direction était la suivante :

- Fabrice Roux, Président Directeur Général,
- Eric d'Andigné de Beauregard, Directeur Général Délégué pôle CRM,
- Pierre Ausset, Directeur pôle BI

6.2.12 - Engagements hors bilan

Coheris a adressé une lettre de confort à la banque de Coheris Benelux, sans limitation de montant ni de durée.

6.3 - Attestation du responsable du rapport semestriel d'activité

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Suresnes le 16 septembre 2010

Fabrice Roux
Président Directeur Général

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société COHERIS, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration dans un contexte de forte volatilité des marchés, de crise économique et financière caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2009. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

A - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.2.2. de l'annexe présentant les effets sur les comptes consolidés de votre société du changement de méthode concernant la comptabilisation du crédit d'impôt recherche.

B - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Boulogne Billancourt et Paris, le 17 septembre 2010

Les Commissaires aux Comptes

Raymond PETRONI
MAZARS

Didier LECHEVALIER
EREC ASSOCIES

Comptes semestriels
au 30 juin 2010



Siège social
22 quai Gallieni
92150 Suresnes
Tél. : +33 (0)1 57 32 60 60
Fax : +33 (0)1 57 32 62 00
www.coheris.fr